

« Les inégalités sont d'autant plus fortes que la liberté de la presse est fragile »

CHRONIQUE

Thibault Gajdos

chercheur au CNRS

Le chercheur Thibault Gajdos dénonce une menace de l'exécutif sur la liberté d'information, qui préférerait que la presse rapporte ses déclarations plutôt que de donner la parole aux « gilets jaunes ».

Publié le 14 février 2019 à 06h30 - Mis à jour le 14 février 2019 à 06h30 | Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés

Chronique « tendances France ». Lors d'un entretien accordé à des journalistes le 31 janvier, le président de la République s'est agacé que les médias accordent autant de temps à un « *jojo avec un gilet jaune* » et a annoncé réfléchir à la création d'une structure chargée d'assurer la vérification et la neutralité de l'information. Il ne s'agit pas que de mots : les lois sur la protection du secret des affaires et les fausses nouvelles ont écorné la liberté d'information, et la tentative de perquisition à Mediapart prouve que l'exécutif n'hésite pas à menacer la liberté des médias lorsqu'il le juge nécessaire.



Lire aussi | Deux députés veulent s'attaquer aux scandales d'évasion fiscale

Cette volonté de reprise en main n'est pas étrangère à la crise que traverse notre pays : de nombreux travaux ont montré que les médias jouaient un rôle important dans deux domaines au cœur des interventions des « gilets jaunes » qui indisposent tant Emmanuel Macron : les inégalités et la fiscalité d'une part, la lutte contre la fraude fiscale d'autre part.

En premier lieu, les médias permettent aux citoyens de se forger une opinion sur le niveau des inégalités et la manière dont le système fiscal les corrige. Ces informations peuvent modifier les positions des électeurs. Ainsi, une étude montre que le nombre de personnes interrogées favorables à une augmentation des droits de successions aux Etats-Unis doublait lorsqu'elles disposaient d'informations précises sur la proportion des héritages qui sont effectivement taxés (« How Elastic Are Preferences for Redistribution ? », Ilyana Kuziemko, Michael Norton, Emmanuel Saez et Stefanie Stantcheva, *American Economic Review* n° 105/4, 2015). On peut donc supposer qu'il existe un lien entre le degré de liberté des médias, notamment à l'égard du pouvoir économique, et le niveau des inégalités dans un pays. C'est effectivement ce qu'a constaté l'analyse des données de 102 pays (dont la France) entre 1994 et 2003 : les inégalités sont d'autant plus fortes que la liberté de la presse (mesurée notamment par l'indice calculé par Reporters sans frontières) était fragile (« Inequality and Media Capture », Maria Petrova, *Journal of Public Economics* n° 92/1-2, 2008).

En France, 80 % des médias sont contrôlés par des entreprises

Mais ce n'est pas tout. On peut supposer qu'une presse dépendant du pouvoir économique sera moins prompte à dénoncer les stratégies d'évasion fiscale des entreprises, réduisant ainsi la pression politique et sociale pour lutter contre ces stratégies. C'est ce que rapporte une étude sur les données d'entreprises de 32 pays (dont la France) entre 1995 et 2007 (« Cross-Country Evidence on the Role of Independent Media in Constraining Corporate Tax Aggressiveness », Kiridaran Kanagaretnam, Jimmy Lee, Chee Yeow Lim et Gerald J. Lobo, *Journal of Business Ethics* n° 150/3, 2018) : l'évasion fiscale est d'autant plus importante que la propriété des médias est concentrée entre un petit nombre de propriétaires – ce qui est le cas en France.

Lire aussi | [Les annonces inapplicables de Macron contre l'évasion fiscale](#)

Rappelons que la France ne se situe qu'au 33^e rang sur 180 pays du classement de Reporters sans frontières en 2018, essentiellement en raison de la structure économique des médias traditionnels, contrôlée par des actionnaires ayant leurs principales activités dans d'autres secteurs. Ainsi, selon le rapport rédigé sous la direction de Julia Cagé et Olivier Godechot (« Qui possède les médias ? », RSF et Liepp), 80 % des médias sont contrôlés par des entreprises (et non par des individus), dont la moitié appartient au secteur de la finance et de l'assurance et seulement 18 % au secteur de l'information et de la communication.

On comprend, à la lumière de ces études, que le président de la République préférerait que les médias rapportent ses déclarations, sans aucun fondement, sur une supposée fuite des plus riches devant l'ISF et les miracles du « ruissellement », plutôt que de publier des enquêtes sur l'évasion fiscale ou de donner la parole à des « jojos » en gilet jaune qui rendent si cruellement visibles le niveau des inégalités.

Thibault Gajdos (chercheur au CNRS)